

La voie chinoise vers la société harmonieuse

Michel Aglietta

Université Paris-Nanterre et Cepii

Article pour le Quotidien du Peuple

(paru en chinois dernière semaine de novembre 2012)

Les sources de la réforme chinoise

La voie chinoise du développement économique et social s'interprète dans une théorie de la diversité des formes du capitalisme qui fait toute sa place à l'histoire. L'histoire longue conduit à revaloriser considérablement les trente années de la période socialiste par rapport à la perception courante que l'on en a en Occident. La révolution socialiste instaurée le 1^o octobre 1949 a pour la première fois engagé l'industrialisation en mobilisant les masses paysannes dans un contexte international hostile, forçant le pays à « compter sur ses propres forces ». La planification intégrale n'était pas seulement un choix idéologique, c'était aussi une nécessité économique. La ligne de la transformation du pays fut fixée : le « *big push* » industriel. L'économie devint entièrement planifiée avec un niveau uniforme de salaire de subsistance permettant à l'État de capter le surplus de production agricole pour nourrir les populations déplacées dans les villes par l'investissement dans l'industrie lourde. Ce processus a été chaotique. La famine gravissime du Grand Bond en Avant a frappé l'opinion mondiale. Néanmoins la révolution socialiste a été une période charnière dans l'histoire chinoise. Certes les niveaux de vie ont stagné, mais les progrès sociaux ont été impressionnants : amélioration des infrastructures, des soins médicaux et de l'éducation de base. Le taux d'illettrisme est passé de 80% à 16% entre 1952 et 1978, l'espérance de vie des hommes de 42 à 66 ans entre 1950 et 1982 selon les chiffres du BNS (*Bureau of National Statistics*).

La Réforme s'est construite sur ces bases, pas sur la magie du marché. L'opinion occidentale croit que la Chine a découvert le marché en 1978, alors que la Chine impériale avait des marchés développés bien avant l'Europe Occidentale ! En vérité la réforme a commencé dès le début des années 1970 avec le décollage de la productivité agricole qui a bénéficié du succès des recherches agronomiques pour inventer des semences de riz plus résistantes. La reconnaissance de la Chine sur la scène internationale à partir de 1971 a aidé en permettant d'importer des engrais et du matériel agricole. Parce que la contrainte agricole était enfin desserrée, l'industrialisation devenait compatible avec la croissance des revenus réels. Il ne manquait plus que l'ouverture extérieure pour établir un régime de croissance auto-entretenu.

La logique de la réforme : ses phases et ses contradictions

La réforme chinoise a un but politique que le pouvoir souverain a recherché depuis l'unification du pays : préserver l'ordre politique unitaire et l'harmonie de l'ordre civil intérieur. La Chine ne recherche pas l'hégémonie mondiale. Elle n'est pas guidée par un modèle idéal imité de l'extérieur et elle ne propose pas de modèle de société imitable. C'est pourquoi les principes qu'elle avance dans les relations internationales sont ceux de la non-ingérence, du multilatéralisme et du co-développement.

La réforme est pluraliste dans ses objectifs, graduelle dans ses rythmes et pragmatique dans ses méthodes. Elle se nourrit de ses propres contradictions dans un processus perpétuel. Ce n'est pas un processus linéaire. Elle passe par des étapes entrecoupées de crises. Lorsque les contradictions internes à une phase de la réforme grandissent au point de provoquer des désordres sociaux menaçant la légitimité politique du Parti, ceux-ci se reflètent dans les débats politiques internes et peuvent changer l'équilibre des pouvoirs au sein du Parti jusqu'à ce qu'une nouvelle direction de réforme se dégage.

Il est reconnu par les meilleurs observateurs que la réforme a franchi deux phases très différentes. La première phase de 1978 à 1989 a été celle de la double voie : planification et rétablissement des marchés. La réforme a démarré à la campagne de manière très habile. Les paysans ont acquis le droit de vendre sur les marchés le surplus agricole tiré des progrès de productivité. Le prix de marché étant supérieur au prix planifié, le revenu des paysans s'est élevé, donnant une grande légitimité à la réforme et stimulant encore plus les progrès de productivité. Cela a entraîné une baisse graduelle des prix qui ont convergé vers les prix planifiés. Ceux-ci ont pu alors disparaître.

La réforme a été beaucoup plus difficile dans l'industrie. Il a fallu passer des bureaucraties administratives à des entreprises dotées de responsabilité commerciale et d'une capacité de management autonome. Cette transition n'a pas bien fonctionné. Les entreprises publiques ont été captées par les gouvernements locaux. Ceux-ci ont profité du crédit bancaire pour forcer des prêts politiques qui ont déclenché l'inflation et accumulé les créances douteuses. En amputant massivement les revenus réels, l'inflation a provoqué la crise qui a atteint son paroxysme en juin 1989 sur la place Tien An Men.

La seconde phase a débuté en 1994 par des changements institutionnels majeurs : une réforme monétaire avec instauration d'une banque centrale, une remise en ordre budgétaire pour renforcer l'État central et une restructuration des entreprises publiques. Le chômage a été évité par le démarrage de la grande croissance tirée par les zones industrielles spéciales qui ont fait de la Chine la manufacture du monde et par les investissements directs étrangers qui ont permis d'assimiler le progrès technique. L'entrée dans l'OMC en 2001 et la vague d'expansion à crédit aux États-Unis ont provoqué un excédent extérieur croissant jusqu'à 2007.

Cette phase d'accumulation intensive du capital a également été tirée par l'immobilier urbain, second pilier de la croissance qui a fait éclore un début de classe moyenne urbaine amorçant l'essor de la consommation. La crise financière occidentale d'un côté, la spéculation immobilière de l'autre ont exacerbé les contradictions entraînées par une accumulation trop rapide trop longtemps dans les industries lourdes.

La mutation de la croissance chinoise vers le développement durable

Les symptômes des dysfonctionnements de la haute croissance industrielle sont bien identifiés : inégalités excessives des revenus, intensité énergétique trop élevée, détérioration environnementale, surcapacités de production dans les industries lourdes, transferts massifs de ressources financières vers les entreprises d'État entravant l'essor des PME et entraînant un sous-développement des services.

Encore faut-il aller au-delà de l'observation des symptômes et identifier la logique des contradictions. Elle se trouve dans la mauvaise régulation des prix des facteurs de production. Elle est bien comprise du leadership politique. Mais la difficulté se trouve dans le rythme des réformes et leur cohérence dans une planification stratégique à l'horizon 2030, d'autant que

leur réalisation va remettre en cause de nombreux intérêts établis dans les grandes entreprises, dans le secteur financier et dans les gouvernements locaux.

En outre, il ne suffit pas de libéraliser, car la Chine rencontre des problèmes dont les pays occidentaux souffrent aussi : les distorsions dans la répartition des revenus, les dysfonctionnements de la finance, les spéculations immobilières et les externalités environnementales. La Chine ne trouvera pas de solution en imitant l'Occident. Elle devra continuer à inventer sa propre voie pour développer le bien-être du peuple : trouver la compatibilité entre des politiques sociales inclusives et la conservation environnementale.

Il serait essentiel que la nouvelle direction politique du pays fournisse d'ici un an une feuille de route précise pour les axes de la planification stratégique qui vont orienter la troisième phase de la réforme et annonce sa ferme volonté de poursuivre les politiques de réforme du système des prix capables d'orienter toute la société sur ces axes.

Le premier axe est une urbanisation adaptée au changement climatique, alors que de nombreuses villes nouvelles devront être créées pour des centaines de millions de migrants, en même temps que l'économie devra se redéployer sur le territoire. Le second axe est l'innovation technologique dans les laboratoires de recherche publics et des grandes entreprises, mais aussi l'innovation schumpétérienne décentralisée dans les réseaux d'entreprises moyennes. En créant des applications à bas coûts pour des technologies avancées, ces innovations peuvent développer le marché intérieur en faisant accéder à la modernité une énorme population dont les revenus sont entre \$3000 et \$5000. Le troisième axe est l'économie des services supérieurs qui a un énorme potentiel de développement : services de coordination administrative, services sociaux en éducation et en santé, services urbains en culture et loisir, services professionnels aux entreprises.

Des réformes profondes sont nécessaires pour conduire ces transformations. Elles consistent principalement à surmonter les distorsions dans les prix des facteurs de production.

La réforme fiscale et administrative a plusieurs composantes : simplifier la hiérarchie administrative et instituer une péréquation légale de la ressource fiscale entre les provinces, élargir la base des impôts directs et accroître la progressivité, créer des impôts environnementaux pour valoriser les ressources naturelles et réduire les émissions carbone.

La réforme foncière est cruciale pour favoriser la mobilité sociale des ruraux. Elle passe par la reconnaissance légale des droits d'usage sur les terres rurales contre tout accaparement et toute spoliation et par l'organisation de marchés des droits sur la terre. L'enjeu est de donner aux fermiers une richesse suffisante pour réussir leur mobilité, accompagnée des droits équivalents à ceux des résidents dans les villes où ils vont s'établir.

La réforme financière consiste à résorber et à restructurer les créances insolvables issues du plan de relance de 2009, à déréguler prudemment les taux d'intérêt bancaires, à développer un marché des obligations à long terme, à promouvoir les investisseurs institutionnels chinois et à poursuivre la construction d'un système moderne de régulation financière.

Enfin la réforme de la politique sociale passe par la poursuite de l'énorme effort d'éducation et de recherche et par l'ouverture du système de santé au secteur privé pour en abaisser les coûts. Il s'agit aussi de faire progresser la protection sociale en appliquant des choix politiques déjà affirmés : couverture universelle de base en assurance santé et en pension, participation des réseaux de solidarité de la société civile, financement distinguant les prestations contributives par cotisations sur le revenu salarial et non contributives par une taxe sur le revenu national.

Les atouts du système politique chinois pour réaliser cette réforme en direction de la société harmonieuse se trouvent dans sa vue longue et dans la continuité de ses objectifs dont dépend sa légitimité. C'est aussi la grande vitalité de la société civile inspirée de l'éthique confucéenne. Le système politique doit évoluer vers une bureaucratie allégée et responsable pour rester fidèle à la sélection méritocratique des élites. Plus la direction politique établira des instruments de régulation indirects efficaces grâce aux incitations permises par les réformes des prix de facteurs, plus elle réduira les coûts budgétaires du contrôle hiérarchique direct, retrouvant ainsi la tradition impériale. Le Parti devrait aussi reconnaître l'auto-organisation de la société civile comme base d'une démocratie réelle, capable de contrôler les performances des institutions publiques. Les tensions entre les différents niveaux de la société seraient gérées dans le mouvement d'un va-et-vient permanent. Dans cette évolution réside la voie chinoise vers la société harmonieuse.